

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gët d'Châmber d'Dispens vum zwete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et as also esou décidéiert.

Ier mer weiderfueren, wëll ech d'Châmber drop opmiirksam maachen, dass den Ordre du jour vun haut muss ganz erledegt gin, sou dass iwwer all Projet muss ofgestëmmt gin. De Mueren huet d'Commission de Travail getaagt a si huet dat décidéiert, well en Dëschdeg geet d'Diskussioun iwwer d'Verfassungsrevisioun un. Déi kann nëmme stattfannen, wa wéinstens 3/4 vun den Deputéierten hei sin. Bei der Ofstëmmung muss et eng 2/3-Mehrheet gin.

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Diskussioun vum Projet de loi 4331. Als Riedner sin age-droen: d'Mme Lentz, d'Hären Helming, Henckes a Garcia.

Well den Här Kollwelter verhënnert as, mécht a senger Plaz den Här Jean Regenwetter de Rapport.

### 3. Projet de loi 4331 portant approbation de l'Accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses Etats Parties, d'autre part, signé à Madrid, le 15 décembre 1995

*Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes*

**M. Jean Regenwetter (LSAP).** - Här President, Madame, Dir Hären. Ech hun d'Ëier, den honorablen **Här René Kollwelter (LSAP)**, rapporteur a sengem Rapport ze remplacéieren, well hie stënterlech huet misse bei den Zännokter goen. Et muss ee bei den Zännokter goen, wann den Zännokter do as, an nët, wann een d'Zänn wéi huet, well dann as et heiansdo ze spët.

(Hilarité)

Dofir muss ech hien ersetzen. Den Här Kollwelter huet mer awer säi Rapport zur Verfügung gestallt. Well den Här Kollwelter säi schréffleche Rapport a Frankräich gemaacht huet, huet en en och a franséischer Sprooch redigéiert. Dofir wäerd ech en dann och op franséisch virlesen, an der Originalsprooch, wéi den Här Rapporteur dat verfaasst huet.

Ech hun also d'Ëier, fir Iech de Rapport zum Projet de loi "portant approbation de l'Accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses Etats Parties, d'autre part, signé à Madrid, le 15 décembre 1995" ze présentéieren.

Le 15 décembre 1995 a été signé à Madrid, sous la présidence espagnole de l'U.E., l'accord-cadre entre l'Union Européenne, d'une part, et les pays dits du Mercosur, c'est-à-dire l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, d'autre part. Le projet de loi qui doit en traduire, sur le plan national, la ratification par le Luxembourg, a été déposé par le Gouvernement le 3 décembre 1996. Au texte de projet de loi étaient joints le texte de l'accord conclu avec le Mercosur et ses Etats Parties, ainsi qu'un exposé des motifs constituant essentiellement un résumé des dispositions de l'accord-cadre. D'autre part était annexée une

déclaration commune sur le dialogue politique entre l'U.E. et le Mercosur.

Comme l'accord n'a pas encore été ratifié, il a été procédé à des mesures transitoires, au niveau de l'U.E., dès avril 1996, pour préparer la mise en oeuvre de la coopération commerciale et du dialogue politique qui y est inhérent.

Dans la suite de cette démarche une première réunion du Conseil de coopération, qui est prévu à l'article 25 de l'accord sous rubrique, a siégé à Luxembourg au niveau ministériel. Cette réunion formelle du Conseil a entre autres permis aux ministres des Parties à l'accord d'aborder des thèmes possibles du dialogue politique, destiné à accompagner et à consolider le rapprochement entre le Mercosur et l'U.E. Citons dans ce contexte la lutte contre le terrorisme international et le trafic de drogues, la réforme des finances des Nations Unies, l'attitude des Parties face aux problèmes concernant l'OMC.

Dans le but d'assurer une présence accrue de l'U.E. en Amérique du Sud, considérée désormais comme une zone économique émergente, et dans le but de tenir compte du caractère hétérogène de cet espace géographique, l'U.E. poursuit des approches diversifiées.

A l'égard des ensembles régionaux latino-américains, tels que le Mercosur, une approche régionale prévaut et une approche spécifique est prévue pour les relations avec le Chili et le Mexique, par exemple. Cette approche différenciée permet de mieux tenir compte de l'état de développement de chacun des pays. Ainsi, pour certains pays, on continuera de pratiquer une aide au développement, alors que pour d'autres un véritable partenariat est mis sur pied dans le but de promouvoir des activités d'intérêt mutuel. L'accord sous rubrique avec les pays du Mercosur s'inscrit dans une telle démarche régionale. Le président argentin, en visite à Luxembourg en juin 1996 en sa qualité de président en exercice du Mercosur, a qualifié cet accord de « saut qualitatif » pour l'ensemble des relations entre l'U.E. et l'Amérique latine. Ainsi cet accord doit-il préparer la libéralisation ultérieure, progressive et réciproque des échanges commerciaux. Par ailleurs, pour M. Menem cet accord présente le double avantage de faciliter les liens économiques et commerciaux entre les futurs partenaires, d'une part, et, d'autre part, il doit émettre un signal fort à la communauté internationale pour souligner le caractère stable et crédible des systèmes politiques et économiques du Mercosur.

La consolidation des institutions démocratiques des pays du Mercosur, dont certains étaient encore des régimes dictatoriaux il y a quelque temps, leur intégration respective au sein du Mercosur ainsi que les profonds changements économiques et les réformes en cours dans cette zone ont largement contribué à rendre possible le rapprochement entre l'U.E. et le Mercosur, même si certaines difficultés sont apparues depuis la création de ce dernier, notamment entre les deux partenaires les plus importants en matière de politique commerciale. Notons encore que le Mercosur, aujourd'hui, représente un PNB en expansion constante et un marché de 200 millions d'habitants pour un territoire de 13 millions de km<sup>2</sup>.

En ce qui concerne les exportations de l'U.E., relevons que le Mercosur est une des régions mondiales les plus dynamiques. Au point de vue exportations européennes, il faut citer d'abord les produits industriels, tandis que les

pays du Mercosur exportent vers l'U.E. surtout des produits de base, des matières premières et des combustibles.

La libéralisation des échanges agricoles, qui reste encore à négocier, constituera incontestablement l'aspect le plus délicat en matière de libéralisation des échanges, ce dernier constituant indubitablement l'objectif le plus important de l'accord-cadre sous rubrique.

En effet, les produits agricoles du Mercosur représentent déjà aujourd'hui 60% des exportations de ces pays vers l'U.E. et sont donc, dès maintenant, concurrentiels avec ceux de l'agriculture européenne. Citons notamment la viande argentine, la volaille et le sucre brésiliens. Par contre, nul n'a besoin de relever les mondes qui séparent ces deux espaces dans les domaines comme la législation sociale ou environnementale. Dès lors qu'on négociera plus tard la libéralisation des échanges agricoles, il faudra tenir compte de certaines appréhensions du secteur agricole européen face aux distorsions de concurrence qui risquent de favoriser unilatéralement le secteur agricole du Mercosur. Heureusement que cette dernière région semble orienter le panier de ses exportations agricoles vers un niveau de complémentarité plus élevé, par exemple le soja et ses dérivés qui constituent déjà plus de la moitié de ses exportations agricoles.

Il a pour but de faciliter la future mise en place de l'Association interrégionale en s'attachant à promouvoir d'étroites relations entre ces deux processus d'intégration régionale dans les domaines politique, économique, commercial, industriel, scientifique, institutionnel et culturel. Cette future Association interrégionale sera mise en place suite d'un commun accord qui déterminera la date et les conditions précises.

Trois volets caractérisent cet accord:

1. une coopération politique poussée de région à région comportant des mécanismes de consultation;
2. la libéralisation progressive et réciproque de l'ensemble des échanges, et
3. le renforcement de la coopération mutuelle, notamment en matière de promotion de l'investissement.

Cinq domaines de coopération constitueront la carcasse de cet accord:

1. une coopération politique sera institutionnalisée au plus haut niveau;
2. une coopération poussée visant à préparer la libéralisation des échanges;
3. une coopération économique dans l'intérêt des deux parties;
4. une coopération en faveur de l'intégration régionale qui devrait faire bénéficier, s'il le désire, le Mercosur des expériences d'intégration régionale de l'U.E., et
5. une coopération plus vaste dans des domaines comme la lutte contre la drogue, la culture, l'information et les moyens de communication et de formation en matière d'intégration.

Comme il serait futile de résumer purement et simplement le texte de l'accord sous rubrique, qui comporte 19 titres ainsi que 37 articles, il est renvoyé au texte de l'exposé des motifs qui accompagne l'accord.

Notons encore que le Conseil d'Etat, dans un avis daté du 10 juin 1997, termine son analyse de la façon suivante: « La libéralisation des échanges devant de toute façon encore faire l'objet d'une négociation assez ardue, le

Conseil d'Etat approuve l'accord-cadre qui a été soumis à son avis. Le texte du projet de loi qui ne comporte qu'un article unique approuvant l'accord-cadre avec le Mercosur ne donne pas lieu à observation ».

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Affaires étrangères et européennes recommande, à l'unanimité, à la Chambre des Députés d'approuver le projet de loi sous rubrique.

Ech soen Iech merci fir Är attentiv Opmierksamkeet.

**M. le Président.**- D'Mme Lentz-Cornette huet d'Wuert.

*Discussion générale*

**Mme Marcelle Lentz-Cornette (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech soen dem Här Kollwelter merci fir säi schrëftleche Rapport. Ech si schon eng Zäit an der Châmber, ech hun awer nach ni erlieft, dass een dee schrëftleche Rapport, deen an der Kommissioun ugeholl gin as, textuell virliest, Wuert fir Wuert. Ech weess nët, ob dat e gudde Stil as, well all déi, déi heibanne sin, déi kënnen liesen, an déi, déi an der Kommissioun sin....

*(Interruptions diverses)*

Ech weess nët, ob et gutt as. Et war e gudde Rapport. Ech soen him merci fir dee schrëftlechen Deel, dee mëndlech hei virgedroë gin as.

*(Interruption)*

Neen, den Här Regenwetter huet e gutt virgelies.

Et as een Accord de coopération tëschent der europäescher Communautéit an de Mercosur-Statën, an zwar sin dat Argentinien, Brasilien, Paraguay an Uruguay. Mat Recht gët am Rapport op d'wirtschaftlecht Potential am südamerikanesche Raum higewisen, dat progressiv eng ëmmer méi grouss Bedeitung am Kader vun de weltwäiten ekonomesche Relatiounen kritt.

Et as och richteg, dass den Entwécklungsrhythmus am südamerikanesche Raum ënnerschiddlech verleeft. Dat gesäit ee ganz gutt, wann een d'Chance huet, an dene verschiddene Länner ze sin. Hei as Chile nët dran, mä wann een tëschent Chile an Uruguay soll Vergläicher opstellen, ech mengen, dann hätt een et schlecht.

Doraus ergët sech zwangsleefeg, dass eng Organisatioun wéi d'Europäesch Unioun sech op dës Evolutioun astelle muss, esou wéi dat scho längst praktizéiert gët, iwwregens och vu Lëtzebuerg aus gesinn, an ech denken do besonnesch un déi laangjäreg Relatiounen vun eiser Stolindustrie mat Brasilien. Déi Suessemer Gemeng war do ganz staark implizéiert, well eng Zäit laang e Mann vu Bieles Direkter war vun engem groussen Stolwierk a Brasilien an doduerch en etlech Leit aus der Suessemer Gemeng och dohigaange sin. De Gros as erëmkomm, mä et sin der awer och do bliwwen.

Eng zweet Konklusioun as déi, dass d'Relatiounen tëschent Europa a Südamerika gläichzäiteg op regional Partikularitéite Rücksicht mussen huelen, déi an dësem Raum bestin. Deemno as d'Approche vum Accord-cadre interrégional de coopération, deen d'Châmber haut diskutéiert, eng aner wéi bei den Accoren, déi zum Beispill besti mam Chile a mat Mexiko.

De Rapport weist och drop hin, esou dass ech nët weider wëll dorop agoen. Ech wëll jhust drop hiweisen, wéi an der internationaler Press nozeliesen as dës Woch - an och an de Lëtzebuerger Zeitungen -, dass dee leschte Méindeg d'Europäesch Unioun a Mexiko e Verdragstext vun engem Partnerschaftsoffkommen ënnerschriwwen hun.

Vun argentinescher Säit as deen Accord als qualitative Sprong an de Relatiounen tëschent denen zwou Vertragsparteie bezeichent gin. Tatsächlech as den Accord e wichtige Schrëtt am Hibleck op eng méi enk Zesummenaarbecht.

Am Exposé des motifs gët ausdrécklech drop higewisen, dass an enger nächster Etapp d'Schafung vun enger Association interrégionale geplangt as. De But as, en équilibréierten a solidaresche Partenariat opzebauen am politeschen, ekonomeschen a kommerzielle Beräich, mat politesche Konsultatiounen, enger progressiver Liberalisatioun vun den Handelsbeziungen, deen op sensibel Produité Rücksicht hält, a schliesslech enger verstärkter géigesäitiger Zesummenaarbecht, virun allem wat d'Promotioun vun den Investissementen ugeet.

Ech wëll op dëser Plaz net am eenzelnen op d'Dispositiounen vun dësem Accord-cadre agoen. Ech géing awer gäre festhalen, dass am Artikel 1 vum Accord de Respekt vun den demokratesche Grondsätz a vun de fundamentale Mënscherechter als wesentlecht Element consacréiert gët, un deem sech esouwuel d'Innepolitik, wéi och déi international Politik vun de Vertragsparteen ze orientéieren huet.

Et fällt allerdéngs op, am Géigesaz zu anere Vertragstexter, wéi zum Beispill d'Accords de partenariat, dass keng Sanktiounen fir dës Fäll virgesi sin, wann dee grondsätzlechen Engagement net géing respektéiert gin. An et fällt och op, dass am Exposé des motifs keng Explikatioun an dëser Hisiicht nozeliesen as.

Beim Artikel 10, dee sech ofgët mat den Objectifs et principes vun der Coopération économique, géing ech gären op de Punkt 6 hiweisen, deen dat hei seet: "La préservation de l'environnement et des équilibres écologiques est prise en compte par les parties dans les actions de coopération qu'elles entreprennent."

Besonnens interessant as an dësem Kontext d'Reglement vum EU-Conseil 3062/95 vum 20. Dezember 1995, dat am Journal officiel vum 30. Dezember 1995 publizéiert gouf. Et as dës de Règlement du Conseil concernant des actions en faveur des forêts tropicales.

Wichtig schéngt mir virun allem ze sin, wat d'Bréisseler Kommissioun am éischte Saz vum Exposé des motifs vun hirer Proposition de règlement geschriwwen huet: "La gravité des menaces qui pèsent sur les forêts tropicales et la nécessité d'agir de façon concertée au plan international dans une perspective liant l'environnement et le développement ont été soulignées par toutes les institutions communautaires et confirmées lors de la récente Conférence de Rio de Janeiro."

De But vun der Aktioun gouf deemools esou definéiert: "Contribuer à la préservation et à la gestion durable des forêts tropicales".

An de Considérant vum Règlement vum 20. Dezember 1995 gët virun allem d'Noutwendegkeet ënnerstrach, de Bëschbestand an den Trope virun allem wéinst sénger Schlësselroll fir d'Emwelt ze schützen. Wéi noutwendeg dat as, beweist eng Schätzung aus dem Jor 1988. Well am brasilianeschen Amazonasgebitt am groussen Stil ofgeholzt gët, fir nei landwirtschaftlech Produktiounsflächen ze erschléissen a fir d'Infrastruktur fir d'Exploitatioun vun de Gisementen vun dene verschiddene Metaller, wéi Eisen, Koffer, Bauxit, Néckel, Zënn, Tungsten a Gold ze schafen, gët no där Schätzung vun 1988 de Bëschbestand an engem Rhythmus vu ronn 5% d'Jor reduzéiert.

Wann ee sech dës Entwécklung virun Äen hält, da stellt sech natierlech d'Fro, wéi et ëm den Engagement vun Europa am Domaine vum Emweltschutz bestallt as. Wann da ganz harmlos Rieds geet vun enger Prise en compte vun der Préservation de l'environnement et des équilibres écologiques, da kann een nëmme soen, dass, esou wäit et d'Regioun Mercosur betrëfft, et net wäit hir as mam Engagement fir d'Emwelt.

Dofir, Här President, géing ech gären d'Regierung un d'Fuerderung vum Conseil européen erënnere, deen am Juni 1990 zu Dublin d'Elaboratioun vun engem Programme d'action "afin de lutter contre la menace qui pèse sur les forêts tropicales" verlaangt huet.

Ech fir mäin Deel kann nëmme bedauern, dass de Problem vun den Tropebëscher, am Kontext vum Accord-cadre, deen der Châmbre elo virläit, als niewesächlech, wann net esouguer als inexistent ugesi gët. Duerch hir permissiv Attitüd an dëser kruzialer Fro hun d'Négociateurs jiddefalls dem Mënsch an der Natur en denkbar schlechten Dëngscht geleescht.

Well awer op där anerer Säit den Accord-cadre de Wee fräimécht fir eng méi enk Zesummenaarbecht tëschent der EU an de Mercosur-Staten, stëmmt méng Fraktioun dës Approbatiounsgesetz.

**M. le Président.** - Den Här Robert Garcia huet d'Wuert.

**M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Et kéint een dem Hilfsrapporteur vläicht de Virwurf maachen, bei dësem Projet, dass e sech vläicht zevill staark un d'Gesetz gehalen huet, andeem en de Rapport virgelies huet. An et kënnt een der Mme Lentz-Cornette de Virwurf maachen, dass se e bëssen aus dem Gesetz ausgeschwäift huet. Tëscht denen zwou Approchë wëll ech mech situéieren.

Ech wëll der Mme Lentz-Cornette awer nach d'Fro stellen, ob hire Suessmer oder Bielesser ARBED-Direkter sech bewosst as, dass d'ARBED während 50 Jor am Minas Gerais den Tropebësch verheizt huet, well et fir déi Stolerker vun der ARBED a Brasilien keng Kuel gouf. Do gouf déi Holzkuel geholl aus den Tropebëscher, déi et deemools och am Minas Gerais gouf, fir ze verheizen, an ob si dat och an hir ekologesch Considératiounen mat eranhält.

Ech kommen zum Accord. Ech wollt dräi Facettë vun dësem Gesetz irgendwéi beréieren. Den Här Kollwelter betruucht et vläicht als e Pipifax-Gesetz - vläicht as en och dowéinst net hei -, mä dës Gesetz huet awer eng gewësse symbolesch Bedeitung, well et sech situéiert an engem Kontext, wou de Modell vun engem Bannemaart, wéi mir en an Europa geschafen hun, allmählech op aner Regiounen vun der Welt iwwergräift. Ech wëll deen als éischten Aspekt beréieren.

Als zweeten Aspekt wëll ech déi sozial Aspekter vun dem Mercosur-Bannemaart beréieren, well Dir wësst, dass an dem europäesche Bannemaart dat laang Zäit en Defizit war.

Et huet mech och e bëssen enttäuscht, dass frëier Syndikaliste vun der LSAP, déi dat heite Gesetz virgestallt hun, direkt oder indirekt net op déi sozial Aspekter vun deem Bannemaart agange sin. Dofir wärd ech dat maachen.

An engem drëtten Volet wëll ech kurz op d'Relatiounen vun der EU mat deem neie Bannemaart vum Mercosur oder Mercosul agoen, Mercosul a Brasilien a Mercosur an den dräi anere Länner.

De Mercosul as e relativ rezent Beispill vun esou engem Bannemaart. En as awer net op engem eidelen Terrain

gewuess, well déi Kooperatioun tëschent de véier Länner Uruguay, Paraguay, Argentinien a Brasilien datéiert scho vu laanger Zäit. Besonnesch tëschent de Weltkricher waren déi Regiounen deelweis ganz prospère, a si sin eréischt am Kader vun der fortschreitender Offhängegkeet vun den USA an hirer industrieller Kapassitéit beschnidde gin, well déi Ouverture no den USA huet, besonnesch an de 60er Joren ënnert dem Afloss vu Militärregimer, dozou geféiert, dass déi kleng a mëttler Industrie an dene Länner zerstiéiert gin as zu Gonschte vun de multinationale Konzerne.

Et as och esou, dass de Mercosul interessant an där Hisicht as, dass e sech nët onbedéngt muss op déi véier Länner beschränken, mä, ähnlech wéi de Marché commun an Europa, kann ausgedeeent gin. Et lafe scho Bestriewungen, fir dee Mercosur oder Mercosul op Chile a Bolivien auszudeenen.

Ech wëll nët an d'Detailer agoen. Ech wollt awer kuurz rappeléieren, dass mer et hei mat engem importante Maart ze din hun. D'Gesamtbevölkerung vun dene Länner beleef sech fir Argentinien op 34 Milliounen, Brasilien 154 Milliounen, de Paraguay 4,4 Milliounen an den Uruguay 3,2 Milliounen Awunner.

Déi Diskrepanzen an der Awunnerzuel si vläicht manner frappant wéi d'Diskrepanzen an der wirtschaftlecher an an der sozialer Leeschtung vun dene Länner. Déi Forschett as ähnlech grouss - oder nach vläicht méi grouss - wéi am Bannemaart an Europa. Zum Beispill, wann ech d'Bruttoinlandsprodukt pro Awunner huelen, do si mer fir Argentinien op 8.700 Dollar, fir Brasilien geet dat op 3.000 Dollar erof, Paraguay 1.750 Dollar an den Uruguay 4.875 Dollar.

Wat déi offiziell registréiert Aarbechtslosegkeet an dene Länner ugeet, komme mer bei Argentinien op 18,6%, Brasilien 13,1%, Paraguay 12% an Uruguay 9%.

Och wëll ech de Mindestloun zitieren, well d'Diskrepanz vum Mindestloun an denen eenzelne Länner féiert zu ganz grouss Problemer an as de Moment den Diskussiounspunkt an de Relatiounen tëschent dene véier Länner, well do ganz vill Aarbechsmigratioun stattfënt, well de Mindestloun an Argentinien bedréit 216 Dollar, a Brasilien awer nëmmen 105 Dollar, also d'Halschent, am Paraguay 195 Dollar an an Uruguay 95 Dollar. Dat féiert dozou, dass et schon Diskrepanzen um Aarbechtsmaart gët, an dass déi Konvergenz tëschent denen eenzelne Länner nët esou einfach as a souguer nach méi schwéier gestalt as wéi an Europa.

Dat selwecht as, wat d'ekonomesch Kapassitéit betrëfft. Ech hun hei d'Lëscht leie vun dene 50 gréisste Firmaen am Mercosul. Do sin déi véierzéng éischt Entreprisë brasilianescher. Dat sin haaptsächlech Entrepreneuren, déi de Moment am Kader vun deem Mercosul privatiséiert gin: Petrobras, stromversuergende Biergbau oder Telekommunikatioun. Dat däärf een nët vergiessen.

D'Wirtschaftskonzeptioun vum Mercosur gesäit folgendermoossen aus: et geet drëm, d'Maart vun dene Länner géintiwwer vun Drëttlänner opzemaachen, haaptsächlech géintiwwer der EU, déi den Haapthandelspartner as, wat e bëssen erstaunlech as, well dat traditionell éischter d'USA waren.

Den zwete But vun deem Mercosur as, fir sech op déi Branchen ze konzentréieren, zumindest no der Opfaassung vun de führende Kräften an dene Länner, wou eng Wettbewerbsfäegkeet um Weltmaart sech versprach gët.

Gläichzäiteg zitt sech de Stat aus ëmmer méi Unterneeme vun der Wirtschaft zrëck, an et assistéiert ee parallel enger gréisserer Zuel vu Privatiséierungen, wou och ganz vill Unternehmen, zum Beispill spuenesch Unternehmen, bedelegt sin, haaptsächlech am Telekommunikationssektor.

Déi Partnerlänner vum Mercosur erwaarde sech nët nëmmen eng Steigerung vum Inlandsprodukt an deem Maart, mä och eng Steigerung vun der Wettbewerbsfäegkeet an eng Steigerung vun auslänneschen Investitiounen.

Problemer gët et natierlech haaptsächlech op verschidene Gebidder: onzouräichend Infrastruktur, bürokratesch Hemmnisse. Et as natierlech klor, dass déi Realisatioun vun deem Bannemaart an esou enger Regioun wesentlech méi schwéier as wéi hei an Europa, wou et och schon nët ganz einfach as.

Ech kommen dann an engem zwete Volet, an dat wëll ech elo hei e bësse méi verdéiwen, zu de Sozialdefiziter vun deem Mercosur. Et as jo esou, dass an all gemeinsame Maart et Länner gët, déi méi oder manner un dene soziale Konvergenzen interesséiert waren. Et gët oft gesot, dass et déi konservativ Regierungen an Europa waren, déi eng sozial Connotatioun vum Maart verhënnert hun. Den Här Jean-Claude Juncker huet do awer de Spiess ëmgedréint a gesot, dass et haaptsächlech sozialistesche regéiert Länner wäeren, déi sech géint eng Konvergenz vun de Sozialkritäre géife wieren.

Dat selwecht hu mer e bëssen an deem véier Länner ëmfaassende Bannemaart Mercosur. Ech zitieren de Professor Gogolok aus dem "Brasilien Dialog" aus dem Jor 1995: "Der Vertrag von Asunci gesot, dass et haaptsächlech sozialistesche regéiert Länner wäeren, déichtliche Fragen, auf die Arbeitskräfte selbst, ihre gesundheitliche Absicherung, ihre Sicherheit am Arbeitsplatz und die Sozialversicherung. Überhaupt fehlt in diesem Vertragswerk eine Grundsatzklärung für die regionale Integration. Er hat fast ausschliesslich wirtschaftlich-finanziellen Charakter und vertritt eine neoliberale Sicht von Integration."

Et as e bëssen ähnlech wéi dat, wat mir, bis viru kuurzem zumindest, an Europa haten.

D'Gewerkschaften - an dat géif sécher de Rapporteur, wann en hei wär, interesséieren, vu senger Emfild hir - hu sech ganz fréi mat dem Mercosur ausneegesat a si hun 1992 e Pabeier verfaasst zu Montevideo, wou si eng Sozialkorrektur vun deem neoliberalen Marché gefuerdert hun. Si hun zum Beispill gesot, dass eng regional Integratioun an dene véier Länner misst zu enger Erhéijung vum Liewensstandard vun dene betraffene Bevölkerunge féieren, zu enger Stärkung vun der Demokratie, an d'Selbstbestëmmung vun de Völker sollt geförderet gin.

Da gouf gesot, dass haaptsächlech déi kritesche Problemer am Kader vum Mercosur sin:

- dass déi kleng a mëttler Betriber, géintiwwer vun dene grouss Konzentrationen, ënnert dem Afloss vun der neoliberaler Politik ëmmer méi an d'Labrinthe kommen,

- dass de Konkurrenzkampf tëschent den eenzelne Länner sech verstärkt, an dass déi vun dene véier Länner, déi déi schlechtesten Ausgangschancen hun, natierlech Paraguay an Uruguay sin, d'Sëlwer- oder Bronzemédail wäerte kréien, an

- dat Wichtigst, dass et duerch deen ënnerschiddlechen Lounniveau, denen ënnerschiddleche Liewensbedingunge

vun denen eenzelne Länner, zu gréissere soziale Problemer, zu gréissere Migratiounsbewegunge wäird kommen.

Am Dezember 1993 hun d'Gewerkschaftsverbänn vun dene véier Mercosur-Länner de Regirungen e Vorschlag vun enger Erklärung vun de Grondrechter vum Mercosul, déi och Sozialcharta heescht, iwwerreecht. Awer déi Sozialcharta gouf, wéi och an Europa, länger Zäit vun de Regirungen ignoréiert. Et gesäit een un deem heite Beispill, dass een déi regional Zesummeschlëss vun de Mäart ka begrëissen. Mä et muss een oppassen, dass déi sozial Kritäre genau esou berücksichtegt gi wéi déi wirtschaftlech Konvergenzen.

Als drëtte Punkt wëll ech op déi Fro vun de Relatiounen tëschent denen zwee grouss Mäart, der EU an dem Mercosul, agoen.

Wann ech d'Zuele vun 1992 huelen, wou d'EU nach nët esou grouss war, do war, wann een d'Rangfolleg vun de Wirtschaftsmächten um Bruttoinlandprodukt hält a Milliarden US-Dollar, d'NAFTA dee gréisste Wirtschaftskonglomerat. D'NAFTA, dat si Kanada, d'USA a Mexiko, mat 6.765 Milliarden Dollar, dicht gefollegt vun der EU. Da kennt Japan mat 3.507 Milliarden Dollar, a ganz wäit ofgeschloen, awer ëmmerhin op der 4. Plaz, de Mercosul mat 642 Milliarden Dollar. Dohannert kennt eréischt Russland mat 400 Milliarden Dollar.

Et as also, wéi och schon am Rapport zu Recht steet, e Bannemaart, dee ganz grouss as, deen natierlech och e grousst Potential huet an och eng grouss Attraktivitéit.

D'EU huet sech, waarscheinlech och e bëssen aus historresche Grënn, méi staark konzentréiert op déi Länner, wéi vläicht op aner Länner vu Südamerika. Wann een elo zum Beispill kuckt: am Jor 1985 loug de gesamten Handel vum Mercosur mat den USA a Kanada nach ëm 10% iwwer deem mat der EU, an dat huet sech geännert am Jor 1992, wou den Echange mat Nordamerika 17 Milliarden Dollar uitgemaacht huet a mat der EU schon 22 Milliarden, beziéungsweis mat der FWG.

Et as och esou, dass, wéi dee Vertrag ausgehandelt gin as, dee mer haut ratifizéieren, d'EU e Pobeier publizéiert

huet, wou se eigentlech zwee Szenarioë virgestallt huet. Dat eent as d'Fortsetzung vun der aktueller Situatioun. Do war als Szenario a Fro komm eng duerchschnëttlech Zounam vum Handelsvolumen ëm 11,5% pro Jor, eng beträchtlech Zounam vum Undeel vu Latäinamerika an e wuessenden Defizit vun der EU.

En zwete Szenario as deen, deen duerch deen heite Vertrag a Kraaft trëtt. D'Europäesch Gemeinschaft erhéicht hiren Undeel. Den Handel mat Europa hält ëm 11,5% zou, dee mat den iwwrege Regiounen ëm 7% an déi europäesch Ausfueren huele staark zou.

Ech hun déi Zuelen nët notéiert, fir de Wirtschaftsminister, deen déi Zuele vläicht nët huet, a Verleënheet ze bréngen, mä fir tech einfach ze weisen, dass dee positiven Zesummeschluss vum Mercosur kann awer contrecarréiert gin duerch zevill staark Ubannunge mat der EU. Well gläichzäiteg an deem Mooss, wou d'Relatiounen mat der EU steigen, fällt zumindest en Undeel vun den ekonomesche Relatiounen mat denen anere Länner vu Latäinamerika. Et as awer eng laangjäerig Fuerderung gewiescht, dass fir d'éischt emol versicht gët, op regionaler oder op kontinentaler Ebene éischer sougenannt Dräiecksverbindungen hirzestellen, wéi elo par force déi Regiounen nach méi staark un déi entwéckelt Zentre vun der EU oder vun den USA unzabannen, d'autant plus wou déi verschidde Länner wéi Brasilien oder Argentinien reng technologesch op deem selwechten Niveau si wéi Europa oder wéi d'USA an dowéinst kënnent eigentlech zu engem Motor fir aner Länner, wéi zum Beispill Peru, Ecuador oder Bolivien, gin.

Mä déi heite Verstärkung vun de Relatiounen tëschent der EU an dem Mercosur kann dozou fëieren, dass eben déi véier Länner - oder dee Marché - sech méi staark no Europa orientéieren, amplaz méi staark op déi aner Länner vum latäinamerikanesche Kontinent.

Déi Reserve wëll ech hei gesot hun, haaptsächlech déi vun der Sozialcharta, déi leider vum Rapporteur nët ernimmt gin as. Ech wëll awer, ofgesi vun dese Reserven, d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu deemem Projet matdelen.

(à suivre)

Projet de loi 4330 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1998 ..... pages 593 - 718  
pages 722 - 786

Questions urgentes 92 de M. Robert Garcia, 93 de M. Jacques Yves Henckes et 95 de Mme Anne Brasseur concernant la construction d'un Musée d'Art moderne Grand-Duc Jean à Luxembourg-Kirchberg ..... pages 718 - 722

Projet de loi 4353 portant modification de la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles ..... pages 786 - 834

Projet de loi 4287 modifiant la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit de marchandises ..... pages 835 - 839

Projet de loi 4331 portant approbation de l'Accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Marché Commun du Sud et ses Etats Parties, d'autre part, signé à Madrid, le 5 décembre 1995 ..... pages 839 - 848

Questions au Gouvernement ..... pages jaunes au milieu du compte rendu 169 - 216

Notiçchten "aus der Châmber" (2) ..... pages vertes au milieu du compte rendu 21 - 28

# GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

### Compte rendu des séances publiques

Session ordinaire 1997-1998

14<sup>e</sup> séance, jeudi 11 décembre 1997

n° 5/97-98

15<sup>e</sup> séance, mardi 16 décembre 1997

16<sup>e</sup> séance, mercredi 17 décembre 1997

17<sup>e</sup> séance, mercredi 17 décembre 1997

### 14<sup>e</sup> séance (Suite)

Jeudi 11 décembre 1997

Présidence

M. Jean Spautz, Président

#### Ordre du jour (Suite)

3. Projet de loi 4331 portant approbation de l'Accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Marché Commun du Sud et ses Etats Parties, d'autre part, signé à Madrid, le 15 décembre 1995 (*Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)
4. Projet de loi 4353 portant modification de la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles (*Suite*)
5. Projet de loi 4268 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne (*Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)
6. Projet de loi 4088 portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant (*Rapport de la Commission de la Famille et de la Solidarité sociale - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Marc Fischbach, Robert Goebbels, Mme Marie-Josée Jacobs et M. Michel Wolter, Ministres.

#### **3. Projet de loi 4331 portant approbation de l'Accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Marché Commun du Sud et ses Etats Parties, d'autre part, signé à Madrid, le 15 décembre 1995**

**M. le Président.** - D'Diskussioun as ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen iwwer de Projet of.

*Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)*

L'article unique est lu et admis.

Mir kommen elo zum Vote iwwer de Projet de loi 4331. Déi fir de Projet sin, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthale sech.

*Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

De Projet de loi as eestëmmeg ugeholl mat 47 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. François Biltgen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Lucien Clement, Nicolas Estgen, Luc Frieden, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Edouard Juncker, Ady Jung, Norbert Konter, Mme Marcelle Lentz-Cornette, MM. Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, M. Jean Spautz, Mme Nelly Stein (par M. Lucien Clement), MM. Nicolas Strotz (par M. Ady Jung), Alphonse Theis (par M. Nico Loes) et Lucien Weiler (par M. Luc Frieden).*

*MM. Jean Asselborn (par M. Jean Schiltz), Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Camille Weiler), MM. Mathias Greisch, Jean-Pierre Klein, Roger Klein, René*

Kollwelter, Jeannot Krecké (par M. Roger Klein), Mmes Françoise Kuffer, Lydia Mutsch (par Mme Françoise Kuffer), MM. Jean Regenwetter, Jean Schiltz, Camille Weiler et Marc Zanussi (par M. Mathias Greisch).

MM. Eugène Berger, Niki Bettendorf (par Mme Agny Durdu), Mmes Anne Brasseur, Agny Durdu, MM. Henri Grethen, Carlo Meintz (par Mme Anne Brasseur), Mme Lydie Polfer (par M. Henri Grethen), MM. John Schummer (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner.

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wägener.

Gët d'Châmber d'Dispens vum zwete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et as esou décidéiert.

Ier mer weiderfueren, kritt de Minister vun den öffentliche Bauten, den Här Robert Goebbels, d'Wuert, deem de Mëtteg verhönnert war, aus professionelle Grënn, fir hei ze sin, fir nach Stellung ze huelen zum Garantiegesetz, dat mer de Moien diskutéiert hun.

#### **4. Projet de loi 4353 portant modification de la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles (Suite)**

M. Robert Goebbels, *Ministre des Travaux publics*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech wëll mech nach eng Kéier bei der Châmber entschëllegen, dass ech de Mëtteg nët bei deem ganzen Débat iwwer d'Loi de garantie konnt dobäi sin. Ech sin lech ganz dankbar, dass ech awer d'Méiglechkeet hun, no méngem Kolleg Fischbach nach e puer Bemerkungen hei ze maachen. Ech war um Kirschbierg, wou ech eng Ried hi missten hale virun europäesche Gewerkschaftler, an dat huet e bësse méi laang gedauert, vü dass vill Froen herno waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech wëll domat ufänken, andeem ech dem Mathias Greisch merci soë fir säin, wéi üblech, ganz detailléierte Rapport. Dat eriwweert, op dat eigentlecht Gesetz anzegoen.

D'Loi de garantie as geschaaft gin, fir et méiglech ze maachen, eenzel Staatsgebaier och friem finanzéieren ze loosse. Et huet sech am Laf vun de Joren erweisen, dass de Stat doduerch méi schnell, méi rationell ka bauen, wat an der leschter Analys och fir de Stat eng Economie duerstellt.

Sécher, d'Staatsgarantie, déi mer gi fir all déi Projeten, muss och eng Kéier agelëist gin. A wann ech heibanne gesot hun, dass a méngen Aën d'Loi de garantie eng intelligent Form wär, fir Scholden ze maachen, da bleiwen ech bei där Ausso, mä ech gin awer gären zou, dass et och Scholde sin, déi mer maachen. Mir wielen déi Method nët, fir eis laanscht d'Critères de Maastricht ze drécken, well déi gesi vir, dass och déi Forme vu Garantien als Staatsschold mat comptabiliséiert gin.

Mä ech mengen, et as awer rechtens, dass een higeeet, fir gewëssen Investissementen, déi nët nëmmen fir dës Generatioun sin, mä och fir zukünfte Generatiounen, och

duerch déi zukünfte Generatiounen matbezuelen ze loosse. Dat as op jidde Fall eng Method, déi ënnert Ekonomisten nët diskutéiert gët, déi parfaitement acceptéiert gët.

Et muss ee selbstverständlech oppassen, dass den Endettement vum Stat och iwwer esou Weër nët ongebuhrlech an d'Luucht gesat gët. Mä dat as hei mat Sécherheet nët de Fall. Mir sin als Stat - an dat weess jidderen - an der glécklecher Situatioun, dass mer praktesch scholdefrui sin an dass mer roueg kënnen de Risiko op eis huelen, fir an den nächste Joren nach eng Rëtsch Milliarden ze investéieren, virun allem well mer wëssen, dass de Gros vun deem Investitiounsprogramm, deem d'Regierung der Châmber virgeschloen huet, eigentlech nach ka gedeckt gi mat séchere Rentréien, déi mer an den nächste Jore wäerte kréien.

Dofir, mengen ech, as et falsch, fir der Loi de garantie wëllen de Prozess ze maachen. Wann hei elo géif en DP-Bauteminister stoen, dann hätte mer en DP-Rapporteur gehat, deem dat Gesetz hei iwwer de grénge Kléi gelueft a gesot hätt, dass d'DP Vertraue gehat hätt an deem DP-Bauteminister, fir dat Gesetz esou ze handhaben, dass domadder d'Staatsfinanzen nët a Gefor géife kommen. An déi kënnen nët a Gefor kommen, well bei jidder eenzelnem Gesetz, deem mir wëllen d'Staatsgarantie gin, d'Châmber all Kéiers eenzel gefrot gët an d'Châmber all Kéiers eenzel kann ofweien, ob dat ze verrieden as oder nët.

An dass dat, wat ech elo grad iwwer d'Attitud vun der DP gesot hun, richteg as, beweisen ech mat folgende Wieder, wéi d'Gesetz fir d'éischte Kéier gestëmmt gin as.

Den Här Robert Schaffner, Rapporteur, huet deemools gesot: "L'exposé des motifs explique que l'idée centrale du projet consiste à faire usage des moyens financiers non publics pour réaliser des immeubles dont la construction s'impose pour des raisons impératives, notamment d'ordre social, administratif ou découlant de nos obligations en tant que ville-siège des Communautés européennes. De telles constructions, malgré leur grande importance, pourraient difficilement être financées au moyen de fonds publics."

A cela s'ajoutent des difficultés que rencontrent les services administratifs compétents pour les constructions de l'Etat qui sont surchargés de travail à l'heure actuelle.

Plutôt que de renoncer à ces travaux, le Gouvernement propose de les réaliser par une nouvelle procédure qui est celle visée par le projet de loi.

L'augmentation de la dette publique est une conséquence de toutes les lois par lesquelles l'Etat reprend des garanties. Ces garanties n'apparaissent pas dans la dette publique, mais grèvent le budget du montant quand le risque se réalise.

Quant aux observations sur l'entreprise générale, des sous-traitants sont prévus. Grâce à la construction par des promoteurs les travaux avancent plus rapidement étant donné que les promoteurs ont intérêt à toucher leur loyer le plus vite possible."

Dofir huet dann deemools den Här Schaffner der Châmber recommandéiert, dat Gesetz ze stëmmen.

A wéi gesot, wann hei géif en DP-Bauteminister stoen, géif den DP-Rapporteur genau dat selwecht soen, wat den Här Schaffner deemools gesot huet. An dat, wat den Här Schaffner deemools gesot huet, as haut och nach richteg.